

Irak: La Suisse sous le feu de vives critiques

swissinfo 6 juin 2003 10:47



Amnesty International (AI) et le Centre Europe-Tiers Monde (CETIM) s'en prennent à l'attitude du gouvernement suisse lors de la crise irakienne.

Ces organisations demandent aussi la fin des ventes d'armes aux parties en guerre en Irak.

AI demande au gouvernement de s'engager pour le respect du droit international en Irak. (Keystone)

Aux yeux du secrétaire général d'AI en Suisse, la coalition anglo-américaine a commis divers crimes de guerre en Irak. Daniel Bolomey cite en particulier le bombardement des villes à l'aide de bombes à fragmentation.

Daniel Bolomey affirme également que des rapports font état de soldats irakiens abattus ou torturés après leur arrestation. AI se trouve sur place pour vérifier ces accusations.

Trois exigences

L'organisation, active dans la défense et la promotion des droits de l'Homme, a remis jeudi une pétition au gouvernement helvétique. Ce texte, soutenu par 2800 signatures, avance trois exigences.

D'abord, il demande que la Suisse soutienne dans le cadre de l'ONU l'envoi d'observateurs internationaux en Irak. But visé: garantir le respect des droits humains et permettre une reconstruction du pays au bénéfice de sa population.

La pétition réclame aussi que les criminels de guerre présumés de toute nationalité soient présentés devant un tribunal suisse. La collaboration avec la Cour Pénale Internationale est également demandée.

Troisième élément: AI et les signataires veulent que le gouvernement suisse interdise immédiatement toute livraison de matériel de guerre à l'ensemble des parties en guerre en Irak.

Ce pays continue à vivre dans l'instabilité, note l'organisation. C'est pourquoi elle recommande aux pays européens de ne pas inciter trop vite le retour des réfugiés irakiens dans leur pays.

«Il faudra attendre plusieurs mois, voire même des années avant que la situation en Irak soit suffisamment stable et sûre», estime Amnesty International.

Berne en ligne de mire

Pour sa part, le CETIM déplore que la Suisse se soit contenté d'émettre quelques «regrets» lors de la crise irakienne. Et cela alors que le droit international a été «foulé aux pieds», selon son directeur Florian Rochat.

Autrement dit, l'ONG demande au gouvernement suisse de déclarer formellement qu'à ses yeux, «l'agression contre l'Irak constitue un crime au regard du droit international».

L'organisation va plus loin. Elle demande au Conseil fédéral (exécutif) d'œuvrer au sein de l'ONU pour que le droit international soit respecté.

Cet appel lancé par le CETIM est soutenu par de nombreux syndicats, ONG et parlementaires, ainsi que par le parti écologiste.

Et notamment par Franziska Teuscher. La députée des Verts reproche au gouvernement d'avoir décrété la fin de la guerre le 16 avril déjà, avant même les forces de la coalition anglo-américaine.

Une décision intéressée

Pour Franziska Teuscher, cet empressement de Berne se justifierait par les termes du contrat de vente de 32 jets Tiger usagés aux Etats-Unis.

En clair, le délai de remise du premier appareil à Washington, fixé à la fin avril, menaçait d'être dépassé en raison de l'interdiction de vendre du matériel de guerre aux belligérants en vigueur durant le conflit.

L'ONU n'est pas épargnée non plus par le CETIM. Pour Florian RoCHAT, le Conseil de sécurité onusien a «durablement blessé» la charte de l'organisation et créé un dangereux précédent.

Le directeur du CETIM qualifie simplement de «honte» la résolution 1483. Car elle entérine l'occupation de l'Irak, et ce pour une durée illimitée.

swissinfo et les agences

URL de cet article

<http://www.swissinfo.org/sfr/swissinfo.html?siteSect=41&sid=3906660>

Liens

Appel lancé par le CETIM au gouvernement suisse:

<http://www.cetim.ch/activ/03irak-appelcetim.htm>

Communiqué d'AI Suisse: http://www.amnesty.ch/f/if/ipf/03I/20030605_iaf.html